



Déclassifié¹

AS/Soc/NHE (2025) PV02

2 octobre 2025

Fsocnhepv02_2025

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Réseau parlementaire pour un environnement sain

Procès-verbal de la réunion tenue à Luxembourg le jeudi 13 février 2025, de 14h00 à 17h30

1. Election du Bureau du Réseau

Mme Floridia, présidente du Réseau, ouvre la réunion et explique le règlement concernant l'élection du / de la vice-président-e. Elle est informée que **Mme Liliana Tanguy** (France, ADLE) et **Mme Yuliia Ovchynnykova** (Ukraine, ADLE) sont candidates et qu'il faut donc procéder à un vote à bulletin secret.

Mme Floridia donne la parole à Mme Tanguy. Celle-ci présente sa candidature avec la volonté et l'honneur de seconder la présidente dans ses tâches. Membre active du Réseau depuis sa création, elle a toujours œuvré en faveur des enjeux environnementaux. Comme députée à l'Assemblée nationale française, elle a été corapporteuse de plusieurs lois majeures, notamment la loi Egalim et les textes relatifs aux énergies renouvelables. Son engagement s'est illustré à l'échelle internationale, où elle a été associée à la déclaration du président Emmanuel Macron lors du sommet de Reykjavik. Députée d'une circonscription maritime, Mme Tanguy s'implique dans les initiatives liées à la protection des océans. Elle contribue aux événements de l'Année de la mer et participera à la Conférence des Nations unies sur les océans, qui se tiendra à Nice. Par son expérience, son engagement et sa vision, elle souhaite poursuivre son action au sein du Réseau parlementaire environnement et en accompagner le développement.

Mme Ovchynnykova ne pouvant être présente, son message est transmis aux membres présents par la présidente du Réseau qui en donne lecture :

« Chers collègues,

Je souhaite exprimer mon intérêt pour le poste de Vice-Présidente du Réseau. Tout d'abord, je tiens à m'excuser de ne pas pouvoir être présente en personne. En raison de la guerre en Ukraine, je dois assister aux sessions plénières du Parlement ukrainien, ce qui m'empêche de voyager pour des engagements officiels.

Depuis la création de notre Réseau, nous avons travaillé ensemble pour atteindre des objectifs communs. J'ai confiance en notre collaboration et serais honorée de bénéficier de votre soutien. Mon expérience en politique environnementale et mes engagements au sein du Conseil de l'Europe pour la protection de l'environnement par le droit pénal, ainsi que dans l'Alliance parlementaire internationale pour la reconnaissance de l'écocide et en tant que rapporteure de l'APCE, me permettent d'apporter une contribution précieuse à nos travaux.

Je souhaite poursuivre nos efforts pour encourager la participation des jeunes et mettre en œuvre des résolutions environnementales essentielles. En renforçant notre collaboration, nous pourrions progresser vers des politiques durables pour un environnement sain. »

Mme Tanguy est élue vice-présidente du Réseau suite au vote à bulletin secret.

¹ Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par le Réseau des parlementaires de contact pour un environnement sain lors de sa réunion du 2 octobre 2025.

2. Ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est adopté.

3. Procès verbal

Le projet de procès-verbal de la réunion du Réseau tenue à Strasbourg le 29 janvier 2025 est approuvé.

4. Retour de participation à des événements extérieurs

Mme Floridia donne la parole à **Mme Saskia Kluit** pour un retour sur sa participation avec **Mme Liliana Tanguy** et **M. Armen Gevorgyan** à la réunion plénière du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE qui s'est tenue à Paris du 5 au 7 février 2025. Mme Kluit souligne la valeur ajoutée de la participation de l'Assemblée à cette unique communauté mondiale de législateurs et de membres du personnel des parlements qui se réunissent pour échanger sur les meilleures pratiques législatives. Les trois participants font part de ce qui les a marqués dans les sessions suivantes du programme :

I. Adaptation et résilience face au changement climatique : La transition énergétique et bas-carbone d'ici 2050 doit aller de pair avec le renforcement de l'adaptation des populations et des écosystèmes aux impacts du changement climatique. L'intégration de la biodiversité et le soutien aux communautés vulnérables sont essentiels pour garantir une transition juste. Feedback des membres du Réseau :

- Opportunités de partenariat avec l'Afrique malgré un monde géopolitique incertain.
- Nécessité d'une transition socialement équitable et d'un soutien renforcé aux pays du Sud.
- Mobilisation des financements privés indispensable pour compléter les aides publiques.
- Importance d'inclure la perspective des consommateurs dans les discussions.

II. Les compétences pour un monde en mutation : L'enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes révèle une stagnation, voire une baisse, des compétences de base malgré les investissements éducatifs. De nombreux adultes peinent à accomplir des tâches élémentaires, posant un défi majeur pour l'adaptation au marché du travail. Feedback des membres du Réseau :

- Inquiétude face à une baisse du niveau intellectuel et des capacités démocratiques.
- Influence négative des réseaux sociaux et des nouvelles technologies sur l'apprentissage.
- L'éducation doit rester un outil clé d'émancipation et d'adaptation aux transformations du monde.

III. Gouverner avec l'intelligence artificielle : Les pays de l'OCDE misent sur l'intelligence artificielle (IA) pour améliorer la gouvernance publique, accroître la productivité et renforcer la responsabilité gouvernementale. Toutefois, ils doivent aussi anticiper les risques liés à son utilisation en créant un cadre réglementaire garantissant une IA éthique et fiable. Feedback des parlementaires :

- L'IA transforme profondément les métiers et les compétences requises.
- Peu de suppressions d'emplois constatées, les risques d'automatisation sont élevés.
- Besoin urgent de requalification des travailleurs pour anticiper les mutations du marché du travail.
- Trouver un équilibre entre innovation et justice sociale.

M. Fridez rappelle la récente Résolution 2586(2025) sur L'immigration, l'une des réponses au vieillissement démographique de l'Europe, soulignant que ces dynamiques représentent une opportunité pour mobiliser des ressources humaines précieuses. Il insiste sur la nécessité pour l'Europe de ne pas se refermer sur elle-même et de ne pas devenir une « forteresse ». Il met en évidence les inégalités en matière de consommation et d'émissions : alors que 2 milliards de personnes sont de grands émetteurs de gaz à effet de serre, et un quart de l'humanité consomme, 6 milliards d'individus aspirent à consommer davantage. Face à cette réalité, il plaide pour un investissement massif dans les énergies vertes des pays en développement, en mobilisant des fonds publics afin d'accompagner une transition énergétique mondiale plus juste et durable.

Mme Floridia partage ses impressions à la suite de sa participation à la 3ème réunion du Groupe *ad hoc* multidisciplinaire sur l'environnement (GME) du 11 au 12 février 2025 à Strasbourg. Elle rappelle qu'elle avait déjà assisté à la 2ème réunion du GME les 9-11 décembre 2024. Entre les deux réunions, grâce à un changement au niveau du Secrétariat et les contributions des parties prenantes, le document de Stratégie a beaucoup évolué et s'est grandement amélioré. Le GME a poursuivi l'examen du projet de Stratégie environnementale du Conseil de l'Europe. Au nom de l'Assemblée, elle a rappelé que celle-ci a recommandé que le Comité des Ministres réintègre la question du droit à l'alimentation, y compris l'accès à l'eau potable, comme une priorité, en collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes, par exemple en l'incluant dans les éléments de la stratégie (Point 8.1. Recommandation 2286(2024)).

Mme Floridia rapporte ensuite la tension, voire le clivage, qui existe entre les délégations nationales qui souhaitent s'en tenir à une reconnaissance politique du droit à un environnement sain, craignent des obligations procédurales (rapportage) et substantielles (positives) supplémentaires et ceux qui veulent aller vers une reconnaissance juridique de ce droit. Elle a à nouveau rappelé que l'Assemblée réclame que le Conseil de l'Europe se positionne dans ce sens et ne demeure pas l'unique système régional de protection des droits humains qui ne reconnaisse pas ce droit dans un texte juridiquement contraignant. Elle a répété sa conviction que la Stratégie a un rôle clé à jouer pour poursuivre la réflexion sur l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant dans l'hypothèse où le Comité des Ministres ne donnerait pas suite à cette demande lors de la session ministérielle de mai 2025.

5. Appel de la Présidente du Réseau

La Présidente revient sur la situation actuelle du Conseil de l'Europe concernant la reconnaissance du droit à un environnement sain. La protection de l'environnement est maintenant une priorité pour le Conseil depuis le 4e Sommet des chefs d'État et de gouvernement à Reykjavik en mai 2023. Depuis lors, le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) a mené une étude approfondie sur la faisabilité d'un ou plusieurs nouveaux instruments juridiques concernant les droits de l'homme et l'environnement. Les conclusions de cette étude, finalisées en novembre 2024, ont confirmé la possibilité de créer un instrument juridiquement contraignant, tel qu'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, un protocole additionnel à la Charte sociale européenne, ou une convention autonome.

Les discussions ont montré que les États membres qui soutiennent l'idée d'un instrument contraignant sont la France, l'Espagne, le Portugal, la Slovénie, l'Andorre, la Croatie, le Liechtenstein, la Lettonie et l'Islande. De nombreux États cependant n'ont pas encore pris de position. De plus, trois États membres (Norvège, Suisse et Danemark) se sont clairement opposés à une approche juridiquement contraignante.

Le Comité des Ministres se trouve désormais face à un choix crucial : soit soutenir l'élaboration d'un instrument contraignant, soit demander une étude approfondie, ce qui risquerait de ralentir le processus. La Présidente appelle donc les membres du Réseau à s'engager auprès de leurs gouvernements respectifs et à faire en sorte que la Session ministérielle du Comité des Ministres, prévue pour mai 2025, mène à des avancées concrètes pour la reconnaissance du droit à un environnement sain à travers un instrument juridique contraignant. Mme Floridia insiste sur la nécessité d'une action forte pour éviter que le processus ne stagne.

6. Le programme 2025 et au-delà

La Présidente invite les membres du Réseau à poursuivre avec un atelier collaboratif pour recueillir leurs idées sur les thématiques prioritaires, leurs rôles et leurs besoins. En tant que nouvelle présidente et avec son parcours, elle a pensé qu'il serait intéressant d'innover et de co-construire ensemble le programme de travail. Elle se dit convaincue qu'ensemble, le Réseau peut façonner son orientation pour 2025 et au-delà. L'atelier se déroule en trois sessions. La parole est passée au Secrétariat qui joue le rôle de facilitateur.

Session 1 : Attentes des membres – Où en sommes-nous ?

 Lancement : Qu'est-ce qui nous motive ?

♦ Table ronde – Partage de motivation :

Pourquoi avez-vous rejoint le réseau ?

Pourquoi êtes-vous ici aujourd'hui ?

 Échange Popcorn : Identifier les obstacles

♦ Discussion ouverte – Qu'est-ce qui nous freine ?

Pourquoi la participation est-elle si faible ?

Quels sont les principaux obstacles à l'engagement ?

 Brainstorming Post-it : Trouvons ensemble des solutions

♦ Transformons les défis en opportunités !

Quelles actions pouvons-nous entreprendre pour aller de l'avant ?

Comment renforcer l'engagement et le réseau ?

Session 2 : Définir les priorités – Que faisons-nous ?

 Cadrage de la discussion : priorités thématiques

♦ Présentation & Brainstorming Lab

Un PowerPoint met en avant les thèmes clés issus des rapports en cours.
 Quels sont les sujets émergents sur lesquels nous devrions nous concentrer ?
 Y a-t-il des lacunes à combler ?

 Atelier Post-it : Comment fonctionnons-nous ?

- ◆ Réflexion collaborative sur la méthodologie

Maintenant que nous avons les thèmes, comment les transformer en actions concrètes ?

Quels modes de travail adopter ?

Comment garantir efficacité et impact ?

 Cadre de référence : Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement

- ◆ Un PowerPoint présente la stratégie environnementale du Conseil de l'Europe.

Session 3 : Comment passons-nous à l'action ?

 Penser plus grand & agir mieux

- ◆ De quoi avons-nous besoin pour être plus efficaces ?
- ◆ Comment pouvons-nous améliorer nos modes de fonctionnement ?
- ◆ Quelles leçons tirer des expériences passées ?

 Partage des meilleures pratiques & enseignements

◆ Échange ouvert sur les expériences passées – ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas marché et comment appliquer ces enseignements à l'avenir.

7. Date et lieu des prochaines réunions

Il est convenu de tenir les prochaines réunions du réseau aux dates suivantes :

- Troisième partie de session 2025 de l'Assemblée, 23 – 27 juin 2025, Strasbourg
- 3 décembre 2025, Bureau de Paris

Liste des décisions

Le réseau parlementaire pour un environnement sain, réuni **le jeudi 13 février 2025**, à Luxembourg, sous la présidence de Mme Aurora Floridia (Italie, SOC), Présidente du réseau, en ce qui concerne :

- **Bureau du réseau :**
 - a élu, par vote à bulletin secret, Mme Liliana Tanguy (France, ADLE) Vice-Présidente du Réseau
- **Participation à des événements extérieurs :**
 - a entendu un compte rendu de Mme Saskia Kluit (Pays-Bas, SOC) sur sa participation au Réseau parlementaire mondial de l'OCDE du 5 au 7 février 2025 à Paris ;
 - a entendu un compte rendu de Mme Aurora Floridia (Italie, SOC) sur sa participation à la 3^{ème} réunion du Groupe ad hoc multidisciplinaire sur l'environnement (GME) du 11 au 12 février 2025 à Strasbourg
- **Déclaration de la présidente du Réseau :** a entendu une déclaration de la présidente du Réseau ;
- **Programme 2025 et au-delà :** a participé à un atelier collaboratif sur les thématiques prioritaires du Réseau
- **Dates et lieux des prochaines réunions :**
 - Troisième partie de session 2025 de l'Assemblée, 23 – 27 juin 2025, Strasbourg
 - 3 décembre 2025, Bureau de Paris

List of presence / *Liste de présence*

(The names of members who took part in the meeting are in bold / *Les noms des membres ayant pris part à la réunion sont en caractères gras*)

Chairperson / *Présidente* : Ms Aurora Floridia (Italy, SOC)
 Vice-Chairperson / *Présidente* : Mme Liliana Tanguy (France, ADLE)

Member States / *États Membres*

Albania / <i>Albanie</i>		
Andorra / <i>Andorre</i>		
Armenia / <i>Arménie</i>	Mr/M.	Armen Gevorgyan
Austria / <i>Autriche</i>	Mr/M.	Stefan Schennach
	Ms/Mme	Agnes Sirkka Prammer
Belgium / <i>Belgique</i>	Mr/M.	Andries Gryffroy
Bosnia and Herzegovina / <i>Bosnie-Herzégovine</i>	Mr/M.	Saša Magazinović
Bulgaria / <i>Bulgarie</i>		
Croatia / <i>Croatie</i>	Ms/Mme	Zdravka Bušić
Cyprus / <i>Chypre</i>		
Czech Republic / <i>République tchèque</i>		
Denmark / <i>Danemark</i>		
Estonia / <i>Estonie</i>		
Finland / <i>Finlande</i>	Ms/Mme	Minna Reijonen
France	Ms/Mme	Liliana Tanguy
	Mr/M.	Alain Milon
Georgia / <i>Géorgie</i>	Ms/Mme	Eka Sepashvili
Germany / <i>Allemagne</i>	Ms/Mme	Franziska Kersten
Greece / <i>Grèce</i>	Mr/M.	George Papandreou
Hungary / <i>Hongrie</i>		
Iceland / <i>Islande</i>	Mr/M.	Bjarni Jónsson
Ireland / <i>Irlande</i>		

	Ms/Mme	Róisín Garvey
Italy / <i>Italie</i>	Mr/M.	Stefano Maullu
	Ms/Mme	Aurora Floridia
Latvia / <i>Lettonie</i>		
Liechtenstein	Mr/M.	Peter Frick
Lithuania / <i>Lituanie</i>	Mr/M.	Arminas Lydeka
Luxembourg	Mr/M.	Paul Galles
Malta / <i>Malte</i>		
Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>		
Monaco		
Montenegro / <i>Monténégro</i>	Mr/M.	Miloš Konatar
Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Ms/Mme	Saskia Kluit
	Ms /Mme	Carla Moonen
North Macedonia / <i>Macédoine du Nord</i>		
Norway / <i>Norvège</i>	Ms/Mme	Linda Hofstad Helleland
Poland / <i>Pologne</i>	Ms/Mme	Danuta Jazłowiecka
Portugal		
Romania / <i>Roumanie</i>	Ms/Mme	
	Ms/Mme	Alina Stefania Gorghiu
San Marino / <i>Saint-Marin</i>		
Serbia / <i>Serbie</i>		
Slovak Republic / <i>République slovaque</i>		
Slovenia / <i>Slovénie</i>	Mr/M.	Dean Premik
Spain / <i>Espagne</i>		
Sweden / <i>Suède</i>		
Switzerland / <i>Suisse</i>		
Türkiye	Mr/M.	Sevan Sivacioğlu

Ukraine	Ms/Mme	Yuliia Ovchynnykova
United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>		

Observers / Observateurs

Canada		
Israel / <i>Israël</i>		
Mexico / <i>Mexique</i>		

Partners for Democracy / Partenaires pour la Démocratie

Jordan / <i>Jordanie</i>		
Kyrgyzstan / <i>Kirghizstan</i>		
Morocco / <i>Maroc</i>	Mr/M.	Allal Amraoui
Palestine		

President of the Assembly / Président de l'Assemblée

Ex-Officio Member / Membre d'office	Mr/M.	Theodoros Rousopoulos
--	-------	-----------------------

Former President of the Assembly / Ancien Président de l'Assemblée

Ex-Officio Member / Membre d'office	Mr/M.	Tiny Kox
--	-------	----------

Presidents of Political Groups / Présidents des groupes politiques

Ex-Officio Members / Membres d'office	Mr/M.	Frank Schwabe
	Mr/M.	Pablo Hispán
	Mr/M.	Zsolt Nemeth
	Mr/M.	Iulian Bulai
	Mr/M.	Andrej Hunko

Pace Committees Concerned / Commissions de l'APCE concernées

Political Affairs /		
Legal Affairs / <i>Questions juridiques</i>		
Migration / <i>Migrations</i>	Mr/M.	Pierre-Alain Fridez
Equality / <i>Égalité</i>	Ms/Mme	Edite Estrela
Culture		

**Bureau of the Committee on Social Affairs /
Bureau de la Commission des Questions Sociales
Ex-Officio Members / Membres d'office**

Chairperson / <i>Président</i>	Ms / Mme	Saskia Kluit
First Vice-Chairperson / <i>Première Vice-Présidente</i>	Ms/Mme	Danuta Jazłowiecka
Second Vice-Chairperson / <i>Deuxième Vice-Président</i>	Mr/M.	Armen Gevorgyan

Third Vice-Chairperson / <i>Troisième Vice-Président</i>	Mr / M.	Lord Don Touhig
---	---------	-----------------

**Congress of Local and Regional Authorities /
Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux**

Thematic Spokesperson on Environment and Climate Change/ <i>Porte-Parole thématique sur l'environnement et le changement climatique</i>		Meropi-Spyridoula Ydraiou
---	--	---------------------------

Secretariat of Delegation or of Political Group / Secrétariat de Délégation ou de Groupe politique

Ms / *Mme* Sonja Langenhaeck, Belgique
Mr / M. Cédric Scarpellini, Luxembourg

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Ms / *Mme* Louise Barton, Director of Committees / *Directrice des commissions*

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / *Mme* Catherine Du-Bernard Rochy Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*
Ms / *Mme* Claire Dubois-Hamdi..... Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / *Mme* Grazia-Alessandra Siino Project Manager / *Chargée de projet*
Ms / *Mme* Ozgü Tan..... Assistant/ Assistante
Ms / M. Stefan Stankovic Project Assistant